

Bureau des enquêtes publiques et de l'environnement

Affaire suivie par Mme Brigitte Becker

brigitte.becker@moselle.gouv.fr

03 87 34 88 94

Metz, le **29 FEV. 2024**

lettre recommandée avec AR 2C 115 008 7599 9


Monsieur le directeur,

Par lettre du 30 janvier 2024, je vous ai adressé, pour observations, un exemplaire du projet d'arrêté mettant en demeure votre société Metex Noovista de respecter certaines prescriptions pour les installations qu'elle exploite sur le territoire de la commune de Saint-Avold.

En l'absence d'observations de votre part dans les délais impartis, je vous notifie, sous ce pli, une copie de l'arrêté préfectoral pris ce jour.

Veuillez agréer, monsieur le directeur, l'expression de ma considération distinguée.

Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général



Richard Smith

Monsieur le directeur
Metex Noovista

Plateforme de Carling/Saint-Avold
57500 Saint-Avold

ARRÊTÉ 2024 – DCAT-BEPE- 41

du 29 FEV. 2024

mettant en demeure la société Metex Noovista
de respecter les dispositions des articles 3.2.6.1 (partiel), 10.2.3 (partiel) et 10.3.3.1 (partiel)
de l'arrêté préfectoral n° 2018-DCAT-BEPE-295 du 10 décembre 2018 modifié
pour ses installations sises sur le territoire de la commune de Saint-Avold

Le préfet de la Moselle
Officier de la légion d'honneur
Officier de l'ordre national du mérite

- Vu** les Livres I et V du code de l'environnement et notamment l'article L. 171-8 I ;
- Vu** le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation des services de l'État dans les régions et les départements ;
- Vu** le décret du 29 juillet 2020 portant nomination de M. Laurent Touvet, préfet de la Moselle ;
- Vu** l'arrêté DCL n° 2023-A-05 du 6 février 2023 portant délégation de signature de M. Richard Smith, secrétaire général de la préfecture de la Moselle ;
- Vu** l'arrêté préfectoral n° 2018-DCAT-BEPE-295 du 10 décembre 2018 modifié portant autorisation environnementale relative à l'exploitation par la société Metex Noovista d'une unité de production de 1,3 propanediol et d'acide butyrique sur le site de la plateforme de Carling-Saint-Avold ;
- Vu** les rapports du 11 janvier 2024 de la direction de l'environnement, de l'aménagement et du logement chargée de l'inspection des installations classées ;
- Vu** le projet d'arrêté préfectoral de mise en demeure, porté à la connaissance de l'exploitant le 30 janvier 2024 ;
- Vu** l'absence d'observations de l'exploitant sur ce projet de mise en demeure dans le délai imparti ;

Considérant que l'actualisation de l'évaluation des risques sanitaires n'a pas été réalisée dans le délai de 12 mois suivant la mise en service des installations, ni suite à la spéciation et la quantification des COV présents dans les rejets du scrubber général et dans les rejets de la cheminée de la chaudière réalisées en avril 2023 ;

Considérant par conséquent que certaines dispositions de l'article 3.2.6.1 (partiel) de l'arrêté préfectoral n° 2018-DCAT-BEPE-295 du 10 décembre 2018 modifié susvisé ne sont pas respectées ;

Considérant que depuis la mise en service du site en 2021, l'exploitant n'a pas fait réaliser a minima deux mesures comparatives par an par un laboratoire agréé, différent de celui qui réalise l'autosurveillance, de ses rejets aqueux portant sur l'ensemble des paramètres réglementés ;

Considérant également que depuis la mise en service du site au printemps 2021, l'exploitant n'a réalisé aucune mesure comparative de ses rejets atmosphériques par un laboratoire agréé différent de celui qui réalise l'autosurveillance ;

Considérant par conséquent que certaines dispositions des articles 3.2.6.1 (partiel), 10.2.3. (partiel) et 10.3.3.1 (partiel) de l'arrêté préfectoral n° 2018-DCAT-BEPE-295 du 10 décembre 2018 modifié susvisé ne sont pas respectées ;

Considérant que ces manquements sont de nature à engendrer des risques pour les intérêts visés à l'article L.511.1 du code de l'environnement ;

Considérant les dispositions de l'article L.171-8 du code de l'environnement : *« Indépendamment des poursuites pénales qui peuvent être exercées, en cas d'inobservation des prescriptions applicables en vertu du présent code aux installations, ouvrages, travaux, aménagements, opérations, objets, dispositifs et activités, l'autorité administrative compétente met en demeure la personne à laquelle incombe l'obligation d'y satisfaire dans un délai qu'elle détermine. »*,

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture,

ARRETE

Article 1^{er} :

La société Metex Noovista, dont le siège social est situé Biopôle Clermont-Limagne 1 rue Émile Duclaux, 63360 Saint-Beauzire, est mise en demeure de respecter, dans un délai de 6 mois à compter de la notification du présent arrêté, pour son site situé au sein de la plateforme chimique de Carling-Saint-Avoid :

- les dispositions de l'article 3.2.6.1 de l'arrêté préfectoral n° 2018-DCAT-BEPE-295 du 10 décembre 2018 modifié susvisé reprises ci-après :
« [...] Au regard des résultats, l'évaluation des risques sanitaires est actualisée et transmise en même temps que les résultats commentés. »
- les dispositions de l'article 10.2.3 de l'arrêté préfectoral n° 2018-DCAT-BEPE-295 du 10 décembre 2018 modifié susvisé reprises ci-après :
*« Outre les mesures auxquelles il procède sous sa responsabilité, afin de s'assurer du bon fonctionnement des dispositifs de mesure et des matériels d'analyse ainsi que de la représentativité des valeurs mesurées (absence de dérive), l'exploitant fait procéder à des mesures comparatives, selon des procédures normalisées lorsqu'elles existent, par un organisme extérieur différent de l'entité qui réalise habituellement les opérations de mesure du programme d'auto surveillance.
 Les analyses sont alors effectuées par un laboratoire choisi en accord avec l'inspection des installations classées dans des conditions de déclenchement définies avec celle-ci. Ce laboratoire d'analyse devra être agréé ou, s'il n'existe pas d'accréditation pour le paramètre analysé, il devra être accrédité par le comité français d'accréditation (COFRAC) ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la Coordination européenne des organismes d'accréditation (European Cooperation for Accreditation ou EA). [...] »*
- les dispositions de l'article 10.3.3.1. (partiel) de l'arrêté préfectoral n° 2018-DCAT-BEPE-295 du 10 décembre 2018 modifié susvisé reprises ci-après :
« [...] En outre, l'exploitant fait réaliser a minima deux mesures comparatives par an telles que définies à l'article 10.2.3. du présent arrêté et portant sur l'ensemble des paramètres réglementés ci-dessus. [...] »

Article 2

Faute pour l'exploitant de se conformer aux dispositions de la présente mise en demeure, il peut être fait application, indépendamment des sanctions pénales encourues, des sanctions administratives prévues à l'article L.171-8 du code de l'environnement.

Article 3 :

Le secrétaire général de la préfecture de la Moselle, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement chargé de l'inspection des installations classées et tous agents de la force publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui est notifié à la société Metex Noovista et dont une copie est également transmise, pour information, au sous-préfet de Forbach - Boulay-Moselle et au maire de Saint-Avold.

Pour le préfet et par délégation
le secrétaire général



Richard Smith

Voies et délais de recours :

En vertu de l'article L.171-11 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction.

Elle peut être déférée au tribunal administratif de Strasbourg dans un délai de deux mois à partir de la notification ou de la publication de la décision attaquée.

Les particuliers et les personnes morales de droit privé non chargées de la gestion d'un service public peuvent déposer leur recours par voie dématérialisée via l'application Télérecours citoyens depuis le site <http://www.telerecours.fr/>.

